

les autres pays en matière de politisation, c'est-à-dire d'intérêt pour les affaires publiques, qui ne dépasse pas les 48%. Cette même étude relève cependant une forte participation électorale. Les élections législatives de 2002 ont montré un taux de participation de 77%, malgré une désorientation politique importante due à l'opacité des propositions des partis. A la suite de cette analyse, l'ONI a publié un code de bonne conduite électorale qui a servi pour les dernières élections présidentielles de décembre 2006.

Après le lancement de l'ONI en tant que projet-pilote dans deux régions, celles de la Haute

Matsiatra et de Boeny, il est prévu à termes d'étendre son champ d'actions dans tout le pays, pour couvrir les 22 régions de Madagascar.

Dans le futur, il devra faire face à plusieurs défis, notamment toucher une population éparse d'environ 15 millions d'habitants, disséminée sur une surface d'approximativement 587'000 km<sup>2</sup>, dont 80% vit dans les régions rurales et ne dispose pas ou peu de moyens de communication. Dans le moyen et long terme, il devra se préoccuper de son autonomie financière pour opérer sous le statut d'association ainsi que de sa notoriété afin d'assurer sa pérennité et sa crédibilité. •

## Vers une mondialisation du forum social

Pierre Johnson

Bridge Initiative International et consultant en commerce équitable et développement durable

Le septième forum social mondial (FSM) organisé en janvier 2007 à Nairobi, au Kenya, a été le premier à être entièrement organisé en Afrique. Après le forum social de Mumbai en Inde en 2004, et le forum polycentrique organisé simultanément sur trois continents (au Venezuela, au Mali et au Pakistan) en 2006, il a marqué une nouvelle étape dans l'internationalisation des forums sociaux mondiaux.

Le premier forum social mondial de Porto Alegre en 2001 visait à faire contrepoids au « consensus de Washington », symbolisé par le Forum Economique Mondial de Davos. Son objectif était de rassembler et de donner une visibilité à des initiatives portées par les mouvements populaires, les organisations non gouvernementales et de solidarité internationale dans le monde entier. De 2001 à 2005, les forums sociaux sont montés en puissance dans l'opinion publique et dans la so-

ciété civile internationale. Dès le deuxième FSM, une *Charte de principes du Forum Social Mondial* leur donnait un cadre, tout en permettant à la formule des forums sociaux de se décliner à toutes les échelles (locale, nationale, régionale, continentale) et dans tous les contextes, transformant le forum social mondial d'un événement ponctuel en un processus de la société civile anti-libérale.

Même si quatre forums sociaux ont été organisés en Europe, ce sont surtout les populations du Sud qui ont pu présenter et partager les initiatives et les propositions qu'elles portent grâce à ces rencontres. Les forums sociaux sont maintenant des espaces d'échange irremplaçables en Amérique Latine, en Asie et en Afrique. L'Amérique du Nord prépare seulement maintenant ses forums sociaux nationaux, tels que le forum d'Atlanta aux Etats-Unis de fin juin-début juillet 2007, ou celui organisé au Québec en août 2007.

L'organisation d'un forum social mondial 2007 en Afrique représentait un défi pour les associations africaines. Le premier forum social africain, organisé à Bamako en janvier 2006 dans le cadre du forum polycentrique, avait réuni une centaine de personnes, seulement une partie de l'élite alter-mondialiste. Malgré quelques approximations et une participation plus faible que sur les autres continents, ce qui est bien compréhensible, le forum social de Bamako avait été relativement bien organisé. Il avait de plus montré, tout comme celui de Mumbai en 2004, l'intérêt d'organiser le FSM dans « d'autres Suds », afin de permettre l'émergence de thèmes nouveaux, par exemple celui des migrations.

Nonobstant l'absence d'appui officiel du gouvernement kenyan, le FSM 2007 a été à la hauteur des forums précédents. D'abord par une participation très internationale, en provenance notamment de nombreux pays d'Afrique et d'Asie mais aussi d'Amérique latine - Brésil surtout - et d'Europe.

En outre, la vigueur de certains mouvements africains a donné une tonalité nouvelle au forum. Concentrées sur un seul site, le stade de Kasarani, les discussions avaient lieu pour la plupart sur une section des gradins du stade, et elles étaient ponctuées par des manifestations culturelles ou politiques, toujours musicales...

Personne n'a regretté l'absence des grandes conférences de stars de l'alter-mondialisme. Ce FSM présentait plutôt des espaces de convergence entre mouvements sociaux aménagés selon la thématique. Cette organisation traduisait la volonté marquée du forum et de son conseil international, composé par une centaine de personnes d'organisations accréditées, de favoriser l'émergence de propositions et de stratégies, sans en privilégier aucune en particulier.

Toutefois, le FSM de Nairobi a également été l'occasion de souligner certaines apories des fo-

runs sociaux. La plus visible fut celle de la participation des mouvements sociaux les plus populaires. Comme le souligne Laurent Jesover, un membre du conseil international, sur le blog « les alterblogeurs du forum social mondial » ([www.liberation.fr](http://www.liberation.fr)) : « Le FSM, c'est pas pour les (trop) pauvres ». En effet, le montant de la participation, ainsi que celui des transports vers le stade de Kasarani, un peu reculé, était prohibitif pour les populations des bidonvilles de Nairobi - même s'il faut quand même préciser qu'une journée leur a été ouverte à tarif préférentiel. Elles avaient pourtant beaucoup à dire et ont d'ailleurs organisé leur propre forum, dans leurs quartiers.

On a regretté aussi l'absence de prise en compte de critères sociaux dans l'attribution des places pour les services, tels que l'impression des programmes, les transports, etc., pour les stands de vente d'artisanat ou de livres, et pour la restauration. Elles ont été attribuées selon les principes classiques des appels d'offre. Ceci a certes permis d'éviter une certaine corruption, mais peut apparaître comme un recul par rapport aux critères mis en place à Porto Alegre notamment, et qui avaient assuré une visibilité à l'offre de produits et de services provenant des initiatives d'« économie solidaire ». Ces initiatives sont aussi présentes en Afrique et auraient pu être mise en valeur à l'occasion de l'organisation logistique du FSM de Nairobi.

Ces quelques inconvénients ne doivent cependant pas faire oublier les bons côtés du FSM 2007. Outre la présence de 40 à 60'000 personnes, selon les estimations, et la diversité de pays et de cultures présentes déjà mentionnée, il faut également souligner la qualité de nombreux débats, dont ceux organisés par les réseaux et les organisations de l'économie solidaire et du commerce équitable. Illustrée par des pratiques comme les services de proximité, la finance solidaire et le commerce équitable, la socio-économie solidaire s'est affirmée aux FSM comme un mouvement de propo-

sitions et d'initiatives et un ensemble de réponses concrètes à la mondialisation néo-libérale. Les adeptes de cette économie à visage humain ont largement partagé leurs interrogations et leurs expériences à Nairobi, au-delà des frontières géographiques, linguistiques et culturelles, l'Afrique étant souvent le centre des illustrations.

La pratique d'économie solidaire la plus souvent évoquée à ce forum social était incontestablement le commerce équitable, et notamment son appropriation par les acteurs du Sud. Les discussions ont permis aux participants de relativiser l'impact de cette pratique, souvent pensée et initiée par les organisations du Nord, sur le développement. Mais elles ont aussi souligné tout l'intérêt d'une appropriation et d'une redéfinition par les acteurs du Sud. Initiée au troisième forum social mondial, l'idée d'un commerce équitable Sud-Sud était au centre des discussions à Nairobi. Pour certains, il s'agit simplement d'un commerce équitable dans lequel la dimension locale aurait toute sa place, sans exclure la dimension globale et les échanges internationaux. D'autres étudiaient les conditions d'une « certification africaine du commerce équitable », qui rende celle-ci accessible et pertinente pour les producteurs africains. La présence du réseau brésilien de « commerce éthique et solidaire » a été une belle occasion d'échange avec les acteurs africains - des comptes-rendus sont disponibles sur les sites [www.ifat.org](http://www.ifat.org) et [www.crsdd.uqam.ca](http://www.crsdd.uqam.ca).

En conclusion, le forum social mondial 2007 à Nairobi sera probablement perçu comme l'aboutissement d'un premier cycle de forums sociaux, marqué par l'affirmation dans l'opinion publique de l'idée qu'« un autre monde est possible », et que ce monde pourrait être impulsé par des milliers d'initiatives de terrain, au Sud comme au Nord, et non par les pouvoirs politiques et économiques en place.

Après plusieurs années, les forums sociaux ont donné à la société civile des pays du Sud et du Nord une place à part entière dans le débat sur la mondialisation. Aujourd'hui, le défi pour celle-ci est de créer les conditions de sa propre mondialisation. En ce sens, l'organisation de forums sociaux mondiaux en Asie (2004) et en Afrique (2007) était indispensable. Répétons-le : les forums sociaux ont mis en évidence le fait que d'autres pratiques que celles impulsées par des logiques de pouvoir et de profit existent et peuvent former les bases d'une autre mondialisation. Pour autant, l'avenir de la mondialisation ne se joue pas uniquement dans les forums sociaux, mais aussi dans les conditions de la montée en puissance des alternatives, et de la prise de conscience généralisée des défis mondiaux. C'est pourquoi, à l'horizon d'une première année de pause - il n'y aura pas de FSM en 2008 - la société civile mondiale est sans doute sur le point d'inventer de nouvelles formes d'action et d'articulation. •